

Situation humanitaire en République Démocratique du Congo Note d'information à la presse, 13 avril 2011

Province du Sud-Kivu

- A la suite de deux attaques subies par deux équipes de Médecins sans frontières (MSF) au Sud-Kivu, MSF a décidé de suspendre ses cliniques mobiles aux alentours d'Uvira, des Hauts-Plateaux et de Shabunda jusqu'à nouvel ordre. Le 10 avril sur la route Bukavu – Kamanyola, plus précisément dans les escarpements de Ngomo, un véhicule de MSF a été victime d'une attaque par des hommes armés. Deux membres du personnel de MSF – un national et un expatrié – ont été blessés par balle. Le même jour, deux autres véhicules de MSF ont été attaqués par des hommes armés sur la route de Marungu, près de la région des Hauts Plateaux. Les assaillants ont dépouillé les chauffeurs et emporté les biens se trouvant dans les véhicules. Suite à cette détérioration de la situation sécuritaire, MSF a suspendu ses activités mobiles mais poursuit son assistance d'urgence dans les hôpitaux. Depuis le début de cette année, une vingtaine d'incidents sécuritaires ont été enregistrés contre les acteurs humanitaires dans la province. Cette situation réduit l'espace humanitaire et prive des milliers de personnes vulnérables de toute assistance.
- Un nouveau cas de viol de masse a été rapporté entre Milimba et Kitumba, dans les Hauts Plateaux de Fizi. Selon des sources humanitaires à Fizi, au moins 28 personnes auraient été violées à Ichuku, le 31 mars dernier par des présumés éléments du Front démocratique de libération du Rwanda (FDLR), alors qu'elles revenaient du marché de Kabandja. Ces victimes, originaires du groupement de Basikalangwa, ont été prises en charge médicalement le 4 avril grâce à la clinique mobile de Médecins sans frontières (MSF).
- Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a rapatrié 40 réfugiés rwandais depuis Bukavu au cours de la semaine passée. Depuis le début de cette année, ce sont 779 réfugiés rwandais qui ont été rapatriés depuis le chef-lieu du Sud-Kivu.
- Depuis le début de cette année, 316 réfugiés congolais vivant au Burundi ont été rapatriés. Durant cette même période, 1 715 réfugiés burundais vivant en RDC ont été rapatriés.
- Le groupe de travail technique tripartite RDC-Tanzanie-HCR effectue actuellement une visite dans les zones de retour au Sud-Kivu afin de réévaluer la situation sécuritaire dans les territoires de Fizi et Uvira en vue de d'évaluer la possible reprise du rapatriement volontaire des réfugiés congolais vivant en Tanzanie.
- Selon des sources locales, un retour progressif de populations est constaté dans l'aire de santé de Nduma depuis la mise en place des positions de l'armée nationale. Pour rappel, au mois de février, environ 4 500 personnes avaient en effet fui les incendies et pillages à répétition dans les villages de Nduma et Matanda, perpétrés par des présumés FDLR, et avaient trouvé refuge à Lulingu Centre. L'arrivée des soldats de l'armée nationale (FARDC) a suscité un mouvement de retour vers ces localités, et à ce jour, plus de la moitié de la population serait rentrée dans son milieu d'origine.
- L'assassinat le 28 mars du chef de groupement de Chizuka par des présumés FDLR et le pillage de plusieurs maisons par des assaillants, auraient entraîné le déplacement d'une centaine de personnes vers Mudusa, dans le groupement voisin de Ntondo. Dans le groupement de Kigogo, les opérations militaires en cours de l'armée nationale contre les FDLR auraient provoqué le déplacement de quelques ménages vers Nyabake (chefferie de Lwindi).

Province du Nord-Kivu

- Plus de 1 600 nouveaux ménages déplacés sont signalés à Masereka (Territoire de Lubero) en provenance de la côte ouest du lac Édouard. Selon une équipe de l'ONG Norwegian refugee council (NRC) qui s'est rendue sur place, ces personnes ont fui les opérations militaires de l'armée nationale contre des Mayi-Mayi. NRC envisage de distribuer des trousseaux de biens non alimentaires à ce groupe de déplacés au courant de cette semaine.
- Selon une équipe NRC qui s'est rendue la semaine dernière dans la zone de Kamango (nord-est de Beni), plus de 350 ménages rapatriés spontanés, en provenance des camps de réfugiés congolais en Ouganda, s'y trouvent. L'ONG signale qu'il n'y a aucune source d'eau disponible dans la localité de

Tingbwa. La population utilise l'eau de la rivière. De plus, NRC rapporte la présence d'une école officielle sans bâtiment. Les cours ont lieu dans les hangars des maisons en chantier.

- Depuis deux mois, Walikale centre connaît une pénurie d'eau. Selon le Responsable de la REGIDESO, la saison sèche en cours serait à la base de cette carence. De 250 m³ d'eau par jour, la REGIDESO est passé à une production de 50 m³. L'absence d'acteurs humanitaires en eau, hygiène et assainissement à Walkale et le manque de moyens de la Regideso font craindre la survenue des maladies d'origine hydrique.
- Au cours de la semaine dernière, le HCR a rapatrié 81 réfugiés rwandais. Depuis le début de cette année, 1 583 réfugiés rwandais ont été rapatriés depuis Goma.

Province Orientale

- Lors de sa visite à Bunia, le Représentant résident de l'UNFPA en RDC a inauguré les blocs opératoires et la maternité du Centre hospitalier de Rwankole. Ces infrastructures de santé revitalisées et équipées sur financement de la Finlande serviront à améliorer la prise en charge des femmes porteuses de fistules ainsi que celles souffrant des complications liées à la grossesse et à l'accouchement.
- Les partenaires humanitaires œuvrant dans la lutte contre le choléra dans la Zone de santé de Lubunga sur la rive gauche de la ville de Kisangani sont confrontés à une hausse sans préavis du coût de la traversée par le bac de l'Office de routes qui a fait monter sa taxe de 60 à 80 dollars américains par véhicule. Cette hausse perturbe les prévisions budgétaires. Les acteurs humanitaires envisagent de rencontrer les partenaires gouvernementaux à travers le Ministère provincial de la santé pour voir comment remédier à cette situation.
- Dans le cadre du programme jardin scolaire, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à travers ses partenaires Lutheran world federation (LWF), Danish refugee council et ADSSE, a distribué des semences maraîchères, houes, arrosoirs, râteliers, brouettes et bêches à plus de 100 écoles primaires dans les Territoires d'Irumu, Mambasa et Djugu.
- Quelque 8 900 personnes déplacées dans le Territoire d'Irumu ont bénéficié d'une distribution de 152 tonnes de vivres du Programme alimentaire mondial (PAM), organisée par l'ONG LWF.
- A Aba (District du Haut-Uele), le HCR a assisté en biens non alimentaires et en vivres PAM plus de 350 rapatriés spontanés venant du Sud Soudan. Ils ont reçu trois mois de rations et des biens domestiques. D'autres rapatriés sont signalés dans la localité de Bitima, mais leur nombre n'est pas encore connu. Une prochaine mission dans la zone évaluera la situation humanitaire.
- Suite aux mouvements de retour signalés dans le Territoire de Djugu, le HCR y a conduit une mission du 1^{er} au 5 avril afin d'identifier les ménages pouvant bénéficier de l'assistance en abris. Avec son partenaire LWF, les travaux de construction de 200 abris seront lancés la semaine prochaine à raison de 50 abris par localité.
- Les Zones de santé de Yakusu (Territoire d'Isangi) et Yaleko (Territoire d'Opala) présentent une situation nutritionnelle alarmante. Une situation semblable avait été signalée le mois dernier dans le Territoire de Banalia toujours dans le District de la Tshopo. Une équipe de l'ONG Action contre la faim (ACF) en provenance de Kinshasa s'est rendue à Isangi et à Banalia pour des évaluations approfondies. Les résultats de ces enquêtes ne sont pas encore disponibles.
- Du 9 au 10 avril, le HCR à travers son partenaire COOPI a organisé un séminaire de formation sur la protection et la prévention des violences sexuelles à l'intention de 32 officiers et 18 soldats des FARDC. Les thèmes traités lors de cette formation concernaient les notions de violences sexuelles et de consentement, les infractions et peines encourues dans le cas de violences sexuelles telles que fixées par la loi du 20 juillet 2006, la procédure pénale congolaise en matière de violences sexuelles et la protection des civils.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

Maurizio Giuliano, Chef de l'Information publique et plaidoyer, Tél. +243995901532, giuliano@un.org

Médard Lobota, Chargé de liaison, Tél. +243 992906633, lobota@un.org

Sylvestre Ntumba Mudingayi, Chargé de l'Information Publique adjoint, Tél. : +243 998845386, ntumbamudingayi@un.org